



Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DES BOUCHES-DU-RHÔNE

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES
ET DU CADRE DE VIE

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Dossier suivi par : Monsieur PASTOR

☎ 04.91.15.65.35.

AP/BN

N° 2002-359/208-2002 A

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

à l'encontre de la Société TRIEDEC
au ROVE (13740)

LE PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE, ALPES, CÔTE D'AZUR,
PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

VU le Code de l'Environnement et notamment ses articles L.512-1, L.514-1 et L.514-2,

VU le décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977 modifié,

VU le décret n° 2000-258 du 20 Mars 2000 modifiant l'article 3-5° du décret susvisé,

VU l'arrêté ministériel du 10 Mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs,

VU le procès-verbal de délit dressé par l'Inspecteur des Installations Classées le 5 Décembre 2002,

VU le rapport du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du 5 Décembre 2002,

CONSIDÉRANT que la Société TRIEDEC exerce une activité relevant de la rubrique n° 167-a de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, soumise à autorisation,

CONSIDÉRANT que la Société TRIEDEC ne dispose pas de l'autorisation requise au titre des dispositions législatives et réglementaires susvisées,

CONSIDÉRANT que des risques réels existent du fait de la nature des produits stockés,

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches du Rhône,

.../...

ARRÊTE

ARTICLE 1er

La Société TRIEDEC dont le siège social est situé au 27, Avenue du Grand Fossé - 13960 SAUSSET-LES-PINS est mise en demeure de régulariser dans un délai de deux mois la situation de son installation de transit de déchets industriels provenant d'Installations Classées pour la Protection de l'Environnement qu'elle exploite sur la commune du ROVE, au lieu-dit Roquebarbe.

ARTICLE 2

Dans le délai susvisé, l'exploitant devra fournir à l'Inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement les éléments justifiant du respect des dispositions de l'article 1 ci-dessus.

Si à l'expiration du délai fixé à l'article 1^{er}, l'exploitant n'a pas obtempéré à la présente mise en demeure il pourra être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.514-2 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

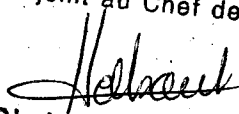
ARTICLE 4

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
 - Le Sous-Préfet d'ISTRES,
 - Le Maire du ROVE,
 - Le Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile,
 - Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
 - Le Directeur Départemental de l'Équipement,
 - Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,

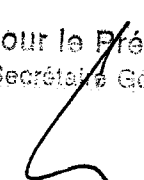
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera déposée en Préfecture et en Mairie de **ROVE** pour consultation par les tiers.

MARSEILLE, le 31 DEC. 2002

POUR COPIE CONFORME
par délégation
l'Adjoint au Chef de Bureau


Christine HERBAUT

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général


Emmanuel BERTHIER